

Brochure n° 3300

Convention collective nationale

IDCC : 2128. – **MUTUALITÉ**

ACCORD DU 20 JUIN 2007

RELATIF AUX CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0750803M*

IDCC : 2128

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche mutualité ont engagé en 2004 une réflexion sur les mutations du secteur et des organismes mutualistes. Celle-ci les a conduits à prendre en compte la nécessité de s'adapter aux profondes évolutions dictées par le nouveau contexte législatif et réglementaire, le développement du phénomène concurrentiel, les mutations technologiques et organisationnelles.

Les partenaires sociaux de la branche ont par ailleurs invité les organismes à mettre en œuvre les moyens permettant la construction de parcours professionnels et l'élaboration de projets individuels d'évolution professionnelle.

Ils ont, pour accompagner cette démarche, décidé de procéder à la création et à la reconnaissance de certificats professionnels de branche.

En effet, le certificat de qualification professionnelle, délivré par une branche professionnelle, permet de reconnaître aux salariés la maîtrise des savoirs et des savoir-faire correspondant à leur qualification. Le CQP contribue ainsi à :

- reconnaître le professionnalisme des salariés ;
- renforcer et développer leurs compétences pour favoriser leur adaptation aux évolutions techniques et organisationnelles ;
- favoriser l'évolution professionnelle.

Il permet en outre à la branche de faire valoir auprès des futurs entrants la possibilité d'acquérir une qualification professionnelle reconnue.

La CPNEFP, dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues par la convention collective de la mutualité, a mis en œuvre la démarche de création, de validation et de reconnaissance de 3 premiers certificats de qualification professionnelle. D'autres certificats de qualification sont appelés à être mis en place dans les prochains mois. Ils donneront lieu à avenant(s) au présent accord.

Le présent accord a pour objectif de consacrer et de formaliser le cadre conventionnel de cette démarche de qualification.

Article 1^{er}

Objectifs et démarche de la branche

La branche mutualité entend, par la création des certificats de qualification professionnelle de branche, répondre aux objectifs suivants :

- développer et reconnaître les compétences des salariés au travers de parcours qualifiants ;
- accompagner les évolutions du secteur et des entreprises ;
- faciliter la mobilité professionnelle.

Dans ce cadre, les partenaires sociaux ont décidé d'engager une démarche générale de certification prenant en compte les priorités définies en termes de métiers et de compétences par l'accord de branche sur la formation professionnelle signé le 1^{er} décembre 2004.

Reconnue au sein de la branche professionnelle, chaque certification se compose d'un référentiel de compétences organisé autour des grands domaines de compétences devant être maîtrisés par les salariés exerçant le métier visé, ainsi que d'un référentiel de certification précisant le niveau attendu dans chacun des domaines.

Article 2

Création de certificats de qualification professionnelle de branche

Les partenaires sociaux de la branche mutualité ont créé 3 certificats de qualification professionnelle (CQP) validés et reconnus par la CPNEFP le 3 février 2006.

Ces CQP sont les suivants :

- télé-conseiller (niveau IV de la nomenclature de 1969) ;
- conseiller mutualiste (niveau III de la nomenclature de 1969) ;
- assistant commercial (niveau IV de la nomenclature de 1969).

Les 3 CQP précités se rattachent au domaine de formation prioritaire « Commercial, gestion et suivi de la relation avec l'adhérent » visé par la branche dans le cadre de l'accord sur la formation professionnelle du 1^{er} décembre 2004.

La branche a demandé l'inscription de ces certificats au répertoire national des certifications professionnelles.

Article 3

Modalités d'accès aux CQP de branche

Les CQP visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont accessibles, dans les conditions et modalités définies par la CPNEFP, notamment par les voies suivantes, dans le cadre de parcours individualisés :

- périodes de professionnalisation visées aux articles 9.9.1 et suivants de la convention collective ;

- contrats de professionnalisation visés aux articles 9.10.1 et suivants de la convention collective nationale ;
- plan de formation ;
- validation des acquis de l'expérience.

Les actions de formation s'inscrivant dans la démarche de délivrance d'un CQP de la branche doivent être obligatoirement dispensées par l'un des organismes labellisés par la CPNEFP.

La CPNEFP a élaboré, pour chaque CQP, un guide d'évaluation comportant un référentiel de compétences, un guide d'entretien, d'accès et d'orientation, un livret de suivi de la formation, un guide du tuteur, un livret d'évaluation finale en entreprise. Elle a par ailleurs fixé la mission, la composition et les modalités de fonctionnement du jury paritaire national appelé à statuer sur la délivrance des CQP.

Article 4

Reconnaissance de la qualification

Le CQP permet de reconnaître le professionnalisme des collaborateurs dans leur emploi.

Il est, à ce titre, pris en compte dans le cadre du processus conventionnel de reconnaissance des formations diplômantes prévu par l'article 9.11 de la convention collective nationale.

Article 5

Dispositions finales

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère de l'emploi et des affaires sociales. Il fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 20 juin 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UGEM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CGT ;
CGT-FO ;
CFTC.